

# Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

## Sommaire

### DOCTRINE

Isabelle DAUGAREIHL, Pierre IRIART, Valérie LACOSTE :  
Le contenu des accords collectifs d'entreprise sur les 35 heures  
(observations à partir d'une analyse de 300 accords signés en Aquitaine).

### DOCUMENT

Textes consolidés du Code du Travail modifiés par la loi N.R.E. du 15 mai 2001.

### JURISPRUDENCE

La sanction du recours à des CDD destinés à pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

Conseil de Prud'hommes de Paris (section commerce) 17 novembre 2000 ; Cour de Cassation (Ch. Crim.) 25 janvier 2000 - Note Claude Lévy (p. 298)

Le sort du CDD requalifié en CDI : pas de réintégration du salarié "licencié" à l'échéance du terme irrégulier. Une prime à la fraude... et une ouverture en cas d'atteinte aux libertés fondamentales.

Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 mars 2001 (deux espèces) - Note Marie-France Bied-Charreton (p. 300).

Election des représentants du personnel : les éléments à fournir aux organisations syndicales (effectifs, composition de l'électorat).

Tribunal d'Instance de Paris 17<sup>ème</sup> arrdt, 3 mai 2001 et 23 mai 2001 ; Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2000 et 14 décembre 1999 - Note Claude Lévy (p. 305).

L'entrave portée par des salariés grévistes à la circulation des véhicules de l'entreprise ne constitue pas un trouble manifestement illicite dès lors que l'employeur a fait preuve d'agissements déloyaux à l'occasion du conflit.

Tribunal de Grande Instance de Montauban, 28 septembre 2000 - Note Pascal Moussy (p. 309).

La réintégration du salarié licencié en méconnaissance du délai de l'art. L 122-41 alors que son contrat de travail est suspendu par l'effet d'un accident de travail.

Cour d'Appel de Paris (21<sup>ème</sup> C), 21 septembre 2000 - Note Michèle Bonnechère (p. 311).

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit pénal du travail (Extrait de décisions commentés par Marc Richevaux).

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par Marie-France Bied-Charreton (pages 3 et 4 de la couverture).



# Table des Matières

JUILLET 2001

## **Doctrine :**

Le contenu des accords collectifs d'entreprise sur les 35 heures (observations à partir d'une analyse de 300 accords signés en Aquitaine)

par Isabelle DAUGAREILH, Chargée de recherches CNRS, Pierre IRIART, Maître de conférences, Valérie LACOSTE, Maître de conférences .....

277

## **Document :**

Dispositions législatives du Code du Travail telles que modifiées par la loi sur les nouvelles régulations économiques .....

295

## **Jurisprudence :**

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Définition (deux espèces).

1) Absence de définition précise du motif. – Requalification. – Indemnités pour rupture sans cause réelle et sérieuse (première espèce).

2) Embauche liée à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Secteur de l'hôtellerie mentionné à l'art. D. 121-2 CT. – Dérogation limitée aux emplois présentant par nature un caractère temporaire – Infraction pénale constituée (deuxième espèce).

**Première espèce : Conseil de Prud'hommes de Paris (Section Commerce), 17 novembre 2000 .....**

**298**

**Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.), 25 janvier 2000 .....**

**299**

CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Requalification – Poursuite du contrat requalifié et réintégration du salarié (non) – Exception en présence de la violation d'une liberté fondamentale (deux espèces)

**Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.), 13 mars 2001 .....**

**300**

**Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.), 13 mars 2001 .....**

**301**

**Note Marie-France Bied-Charreton .....**

**302**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Effectif – Composition de l'électorat (quatre espèces) – Communication du registre unique du personnel – Présence de salariés mis à disposition – Communication des contrats et factures émanant des prestataires de services (première espèce) – Communication de la liste des lieux et horaires de travail aux syndicats – Procédé d'affichage par l'employeur insuffisant – Obligation d'une remise des listes en mains propres (deuxième espèce) – Limitation de l'électorat aux travailleurs exerçant leur activité sous la subordination de la société (non) – Inclusion des salariés mis à disposition (troisième espèce) – CHSCT – Désignation – Salarié d'une autre entreprise – Circonstance indifférente dès lors qu'il travaille dans l'établissement (quatrième espèce).

**Première espèce, Tribunal d'Instance de Paris 17<sup>ème</sup> (Référé), 3 mai 2001 .....**

**305**

**Deuxième espèce : Tribunal d'Instance de Paris 17<sup>ème</sup> (Référé), 23 mai 2001 .....**

**306**

**Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.), 28 mars 2000 .....**

**307**

**Quatrième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.), 14 décembre 1999 .....**

**307**

**Note Claude Lévy .....**

**308**

GREVE – Modalités – Piquets – Action judiciaire patronale en désignation d'un médiateur – Echec de la médiation – Demande patronale d'expulsion des grévistes – Absence d'une quelconque intention de négocier de la part de la direction – Demande initiale déloyale visant à obtenir la suspension du mouvement – Volonté d'induire le juge en erreur – Entrave aux véhicules, dans ces circonstances, non manifestement illicite.

**Tribunal de Grande Instance de Montauban (Référé), 28 septembre 2000 .....**

**309**

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Salarié victime d'un accident du travail – Faute grave ne pouvant être invoquée en raison du dépassement du délai fixé par l'article L. 122-41 – Nullité du licenciement prononcé pendant la période de suspension – Indemnisation du préjudice.

**Cour d'Appel de Paris (21<sup>ème</sup> Ch. C), 21 septembre 2000 .....**

**311**

**Note Michèle Bonnechère .....**

**312**

## **Chroniques jurisprudentielles :**

ATTEINTE À L'EXERCICE DES FONCTIONS D'UN SALARIÉ PROTÉGÉ. – Membre du CHSCT et régularité de l'élection.

**Cour de Cassation (Ch. Crim.) 21 novembre 2000 .....**

**313**

OBLIGATION D'INFORMATION DU CHSCT APRES UN ACCIDENT GRAVE – Non-respect – Entrave.

**Cour de Cassation (Ch. Crim.) 21 novembre 2000 .....**

**313**

DURÉE DU TRAVAIL – Dépassement – Référence aux clauses du contrat de travail de l'intéressé.

**Cour de Cassation (Ch. Crim.) 7 novembre 2000 .....**

**313**

TRAVAIL DISSIMULE – Constatation des infractions.

**Cour de Cassation (Ch. Crim.) 21 novembre 2000 .....**

**314**

TRAVAIL DISSIMULÉ – Succession de contrats sans déclaration d'embauche préalable.

**Cour de Cassation (Ch. Crim.) 21 novembre 2000 .....**

**315**